



Sylvain Berstchy et Philippe Salson (dir.)

Les mises en guerre de l'État 1914-1918 en perspective

ENS Éditions

L'organisation du temps libre : les foyers du soldat en Italie

Irene Guerrini et Marco Pluviano

DOI : 10.4000/books.enseditions.9902

Éditeur : ENS Éditions

Lieu d'édition : Lyon

Année d'édition : 2018

Date de mise en ligne : 18 février 2019

Collection : Sociétés, Espaces, Temps

ISBN électronique : 9791036200465



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2018

Référence électronique

GUERRINI, Irene ; PLUVIANO, Marco. *L'organisation du temps libre : les foyers du soldat en Italie* In : *Les mises en guerre de l'État : 1914-1918 en perspective* [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2018 (généré le 01 mars 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/enseditions/9902>>. ISBN : 9791036200465. DOI : 10.4000/books.enseditions.9902.

L'organisation du temps libre : les foyers du soldat en Italie

IRENE GUERRINI
MARCO PLUVIANO

L'Italie entre en guerre le 24 mai 1915, presque dix mois après les autres puissances. Auparavant, ni l'armée ni l'État n'étudient un éventuel plan d'action pour le temps libre des combattants. Si les autorités civiles et militaires étaient pleinement convaincues que la guerre serait de courte durée, la principale raison de cette carence trouve son origine dans la traditionnelle passivité des pouvoirs publics en matière d'assistance aux classes défavorisées, y compris concernant leur temps libre¹. Au cours du demi-siècle qui sépare la naissance du royaume d'Italie de la Première Guerre mondiale, l'État a presque totalement délégué ce type d'intervention à la bienfaisance privée, laïque et religieuse, ce qui eut pour conséquence une orientation majoritairement paternaliste et confessionnelle des initiatives, exception faite de celles promues par les socialistes, les républicains et les anarchistes.

L'armée a suivi la même ligne de conduite. Les forces armées, bien que fort préoccupées par l'éventuelle infiltration d'idées subversives parmi les soldats fréquentant des lieux de socialisation populaires (tavernes, bordels, foyers socialistes, mutualités, etc.), n'ont pas proposé d'alternative, se contentant de garder autant que possible les recrues au sein des casernes. Ce n'est qu'au début du xx^e siècle seulement que quelques officiers, s'inspirant d'autres pays européens, ont développé des lieux de réunion spécifiques pour les militaires : les *Case del soldato* (foyers du soldat). Au cours de la décennie précédant le conflit, l'armée

1 A. Fava, « Assistenza e propaganda nel regime di guerra », *Operai e contadini nella grande guerra*, M. Isnenghi éd., Bologne, Cappelli, 1982, p. 174-212 ; D. Menozzi, G. Procacci, S. Soldani éd., *Un paese in guerra. La mobilitazione civile in Italia (1914-1918)*, Milan, Unicopli, 2010.

en a autorisé l'ouverture dans les principaux centres militaires du pays (le premier a été créé à Rome en 1903) en déléguant leur gestion à des comités composés d'aristocrates, de riches bourgeois, de militaires et de leurs épouses et filles².

L'État italien entre donc en guerre sans plan d'action moderne en matière d'opinion publique ni anticipation de la prise en charge du moral des troupes³, au-delà du traditionnel contrôle social obtenu par la répression et la coercition. De plus, tout ce qui concerne l'armée est considéré comme du ressort exclusif de la hiérarchie militaire, qui exerce un contrôle très strict sur tous ceux qui veulent aider les soldats. Les civils italiens et étrangers sont découragés de mettre en place un service d'assistance sur le front, et même le gouvernement délègue aux structures militaires toute intervention relative au temps libre des soldats⁴.

Cependant, dans certains secteurs de la société civile, principalement parmi les « interventionnistes démocrates »⁵ et les transfuges du parti socialiste, émerge l'idée que la guerre peut aussi constituer l'occasion de forger chez les soldats, et parmi les classes populaires, un nouveau sentiment de citoyenneté, d'appartenance à la communauté nationale et d'identification de leurs intérêts avec ceux de la nation, qui permettrait de dépasser la lutte des classes. Jusqu'à l'été 1917, cette idée n'est partagée ni par le haut commandement ni par la plupart des institutions et du monde militaire. Ce n'est qu'après la retraite de Caporetto (octobre-novembre 1917) que l'État la fait sienne et entreprend de déléguer largement – nous le verrons – sa mise en œuvre aux officiers de complément liés à l'interventionnisme démocrate et aux nationalistes.

La mise en place progressive d'un dispositif particulier en temps de guerre

Au sein de l'armée, seuls les officiers de complément, d'affinité démocrate, semblent conscients du fait que le conflit peut faciliter l'insertion des masses

- 2 H. Dell'Oro, « Per il soldato », *Rivista militare italiana*, n° 9, 1911, p. 1922-1938, et n° 10, 1911, p. 2047-2067.
- 3 Nous utilisons cette notion de « moral du combattant » bien qu'elle soit sujette à la critique historique (A. Loez, « Pour en finir avec le "moral" des combattants », *Combats. Hommage à Jules Maurin*, J.-F. Muracciole, F. Rousseau éd., Paris, Michel Houdiard, 2010, p. 106-119) parce qu'elle est la catégorie d'analyse alors usitée par les stratèges politiques et militaires. Par ailleurs, en Italie, le débat reste ouvert sur ce point.
- 4 Le gouvernement et le Parlement (loi n° 671 du 22 mai 1915) délèguent entièrement au commandement suprême la conduite de la guerre et la gestion des hommes. Voir P. Melograni, *Storia politica della Grande Guerra*, Bari, Laterza, 1977 ; G. Procacci, *Warfare-welfare : intervento dello Stato e diritti dei cittadini (1914-1918)*, Rome, Carocci (Studi Storici Carocci), 2013 ; M. Isnenghi, G. Rochat, *La Grande Guerra (1914-1918)*, Bologne, Il Mulino, 2014.
- 5 Les « interventionnistes démocrates » (*interventisti democratici*) sont les hommes politiques et les intellectuels appartenant à la gauche modérée. Ils sont en faveur d'une intervention contre les Empires centraux (réputés obscurantistes) aux côtés de la France qui les finance.

populaires dans le giron de la nation. Pour leur part, les officiers de carrière n'envisagent généralement pas la possibilité d'intervenir dans un autre registre que celui de la traditionnelle rhétorique militaire de l'appel aux devoirs sacrés et de la gloire militaire de la patrie.

Dès le début du conflit, en revanche, les prêtres catholiques ont suivi une logique différente. Après des décennies d'éloignement, pour ne pas dire d'hostilité, entre l'Église et l'État et entre l'armée et le clergé, les convulsions sociales de la fin et du début de siècle ont favorisé un rapprochement entre membres de la classe dominante traditionnelle – rapprochement rendu possible par l'affirmation, dans le monde catholique, d'un courant moderniste qui, ne rejetant plus l'engagement dans la vie politique, – reconnaît la légitimité de l'État tout en continuant à lutter contre sa structure laïque. C'est dans ce contexte, favorable à la guerre et à la Triple Entente, que des prêtres, au sein de l'armée, mettent en place les premières initiatives destinées à gérer le temps libre des combattants⁶.

Les ecclésiastiques enrôlés, aumôniers ou simples soldats, comprennent immédiatement que la présence d'une telle masse d'hommes représente à la fois un grand danger et une grande opportunité. Le danger, comme toujours, est celui de la fameuse « triple dégénérescence » : morale (blasphème, homosexualité, pornographie), politique (socialisme et pacifisme) et physique (alcool et maladies vénériennes). Or, la situation leur donne l'opportunité d'agir sans être concurrencés par les mouvements politiques de gauche et les lieux de rassemblements prolétaires et laïques, et de jouir du plein appui des autorités. Ainsi, dès les premiers mois de guerre, des aumôniers, parmi lesquels se distinguent immédiatement le père Giovanni Minozzi, établissent des lieux où les combattants peuvent se retrouver dans un milieu moralement et politiquement « sain et sûr ». Ils commencent par mettre en place « des salles de réunion pour la lecture et l'écriture » et des centres de ravitaillement qui deviennent rapidement les foyers du soldat. Les six premières salles sont fondées par le père Minozzi, dans les régions de Cortina d'Ampezzo et de Cadore, entre juillet et août 1915. Le prêtre tente d'emblée d'unir les activités récréatives à celles de soins, et propose des consultations pour combattants, inspirées de l'expérience d'avant-guerre du « secrétariat du peuple », mis au point par les catholiques dans les zones rurales et parmi les émigrés. Ce type d'aide s'adresse aux hommes peu ou non alphabétisés, en difficulté face à la nouvelle masse de démarches administratives⁷. Toutefois, la hiérarchie militaire, estimant que les bureaux de

6 G. Minozzi, *Ricordi di guerra*, Amatrice, Tipografia dell'orfanotrofio maschile, 1956 ; R. Morozzo Della Rocca, *La fede e la guerra : cappellani militari e preti-soldati, 1915-1919*, Rome, Studium, 1980 ; L. Bruti Liberati, *Il clero italiano nella grande guerra*, Rome, Editori Riuniti, 1982.

7 G. Minozzi, *Ricordi di guerra*, ouvr. cité ; P. Melograni, *Storia politica della Grande Guerra*, ouvr.

l'armée royale suffisent à cette action, empêche le développement de cette initiative⁸. Les animateurs des foyers du soldat remplissent donc cette tâche de manière officieuse et informelle. Malgré cela, l'initiative du père Minozzi remporte un franc succès, tout d'abord grâce à l'appui de comités et d'associations privées qui lui fournissent biens et argent, puis à celui des commandements des différents régiments. Le 18 décembre 1915, le prêtre reçoit le soutien officiel du commandant du 4^e corps d'armée, le général Luigi Capello⁹.

Les créateurs des foyers du soldat ne se limitent pas à mettre à leur disposition une ou plusieurs pièces où s'installer pour écrire à leurs proches, lire, fumer ou boire une boisson chaude dans un milieu « sain ». En effet, ils se proposent de combiner une approche pédagogique à grande échelle au contrôle disciplinaire du comportement et de l'état d'esprit des militaires. Par ailleurs, cette étroite surveillance, réalisée avec une extrême rigueur, reçoit toujours un fort soutien des commandements et des autorités civiles¹⁰. Dès le début, les aumôniers et les prêtres en charge de gérer les foyers ouvrent des cours d'alphabétisation et de culture générale. Ils tiennent des conférences, créent de petites bibliothèques, mettent des jeux à disposition (échecs, dames, loto), organisent des activités sportives (football, pétanque, athlétisme et gymnastique) et encouragent la pratique du chant et du théâtre. Ce large éventail d'activités, très différentes de celles qui sont habituellement proposées par les militaires, ne gagne cependant pas systématiquement la faveur de la hiérarchie. En effet, de nombreux commandants estiment que leurs hommes devraient utiliser leur peu de temps libre pour « prendre soin de leur aspect physique et se laver », comme le déclare, par exemple, le commandement de la II^e armée le 20 août 1916¹¹. En 1917, le journaliste Luigi Barzini dénonce l'interdiction, formulée par certains commandants, de chanter et de jouer d'un instrument de musique pendant les moments de repos « par respect pour les morts »¹².

Les créateurs des foyers, quant à eux, restent perplexes face aux initiatives de propagande promues par les commandements et le gouvernement : défilés et discours rhétoriques d'officiers ou de civils qu'ils tiennent pour inopportuns, voire contre-productifs puisque les soldats les perçoivent comme une perte de temps les privant de la jouissance de leurs loisirs en marge de la guerre. Comme le font remarquer à plusieurs reprises les dirigeants des foyers, une bonne discussion

cité ; M. Pluviano, « Le Case del soldato », *Notiziario dell'Istituto storico per la Resistenza in Cuneo e provincia*, n° 36, 1989, p. 5-88.

8 Archives du Bureau historique de l'état-major de l'armée (SME), B3/11/1.

9 G. Minozzi, *Ricordi di guerra*, ouvr. cité.

10 E. Franzina, *Casini di guerra : il tempo libero dalla trincea e i postriboli militari nel primo conflitto mondiale*, Udine, Gaspari, 1999 ; M. Ostenc, « 1915. L'Italie en guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 3, 2005, p. 15-30.

11 Archives centrales de l'État (ACS), Ministero della Guerra, CS/AA.CC., 203/165.

12 P. Melograni, *Storia politica della Grande Guerra*, ouvr. cité, p. 109.

entre compagnons d'armes, une explication simple donnée à de petits groupes de soldats, une soirée de chansons et de musique sont beaucoup plus utiles et positives que les discours pompeux et incompréhensibles des orateurs officiels aux troupes déployées. Une activité physique saine est également plus profitable que les continuelles corvées éreintantes et dangereuses auxquelles sont soumis de nombreux régiments pendant les périodes de repos passées sur les fronts de renfort¹³. La dichotomie entre la vision disciplinaire du temps libre de la plupart des commandements et celle, plus pédagogique, soutenue par la majorité des créateurs des foyers s'est poursuivie jusqu'en novembre 1917, date à laquelle le général Luigi Cadorna a été remplacé à la tête de l'armée par le général Armando Diaz.

Cette méfiance de la hiérarchie militaire n'empêche cependant pas le développement des foyers du soldat, que ce soit en nombre, en éventail des activités proposées ou en popularité parmi les combattants et dans le pays. En août 1916, dans le cadre de l'Intendance générale de l'armée royale, le père Minozzi est nommé directeur des foyers du soldat, obtenant ainsi l'insertion définitive de ses « créatures » dans la machine militaire italienne. Le 2 septembre, le sous-chef de l'état-major de l'armée, le général Carlo Porro, l'autorise à mettre en place, chaque fois que possible, des « Foyers du soldat au front »¹⁴. Toutefois, aucun fonds ne leur est alloué par le haut commandement. Ce sont les institutions privées du pays, ainsi que les armées et corps d'armée¹⁵ qui les financent sur leur propre budget¹⁶.

Malgré ces difficultés financières, le 15 février 1917, 43 foyers sont ouverts sur le front, ainsi que 18 autres dans les divisions territoriales de Padoue et Bologne. Tous ne sont pas directement gérés par l'Intendance, et donc par le père Minozzi ; 21 sont en effet administrés par les régiments eux-mêmes, par des bienfaiteurs locaux, ou par des enseignants. Citons également le cas des cinq structures organisées sur le territoire de la III^e armée par une entreprenante Anglaise, mademoiselle Walkins¹⁷. Officiellement, tous les foyers auraient dû être administrés par la direction des foyers du soldat à l'Intendance générale, mais le vaste réseau de bienfaisance privée continue à se développer, et procure argent et matériel aux foyers, sans passer par l'Intendance. Ainsi, le 6 juin 1918, le comité milanais pour les foyers du soldat et de l'ouvrier au front ravitaille, totalement ou en partie, pas moins de 81 foyers¹⁸.

Le nombre de foyers a augmenté rapidement au cours de l'année 1917 : 100 en mai, 125 en juillet, 200 selon l'état-major (250 selon le père Minozzi qui

13 G. Minozzi, *Ricordi di guerra*, ouvr. cité.

14 *Ibid.*, p. 154.

15 SME, B3/11/1.

16 SME, B3/11/1.

17 SME, B3/11/1 et 5.

18 SME, B3/11/2/35.

compte probablement ceux qui sont sur le point d'ouvrir) en octobre 1917¹⁹. Leur multiplication est impressionnante et la hausse enregistrée au cours de l'été donne à penser qu'elle est une réponse directe à la vague de mécontentement qui a traversé l'armée à la suite des offensives sanglantes du printemps et de l'été. Bien que sans comparaison avec les nombreuses mutineries ayant lieu à la même époque au sein de l'armée française, les révoltes et les actes d'indiscipline individuelle sèment la panique parmi les commandements et les autorités gouvernementales²⁰. S'ils ne les conduisent pas directement à abandonner la stratégie des attaques frontales et continues, on peut faire l'hypothèse que ces agissements ont convaincu la hiérarchie militaire de la nécessité d'initiatives visant à améliorer l'état d'esprit des soldats durement éprouvés par le conflit.

Le réseau des foyers du soldat est donc très développé lorsque, dans la nuit du 23 au 24 octobre 1917, les troupes austro-allemandes déclenchent une offensive dans la partie nord du front de l'Isonzo, près de Kobarid (Caporetto). La désastreuse retraite des troupes italiennes entraîne la perte des installations des trois armées situées dans le Frioul, la Vénétie orientale et la zone de la Carnia. Lorsqu'à la fin du mois de novembre, le front se stabilise sur le Piave, à plus de 100 kilomètres à l'ouest du front précédent²¹, seuls les foyers des troupes de la 1^{re} armée (front trentin dolomitique), des divisions territoriales de Padoue et de Bologne et des bases de la Marine royale ont survécu. Les pertes sont extrêmement importantes, tant au niveau matériel qu'humain, puisqu'une partie du personnel est porté disparu, blessé ou prisonnier.

Un outil de contrôle social

Le désastre de Caporetto ne marque pourtant pas la fin des foyers du soldat. L'initiative aurait pu être compromise de façon définitive si le commandant en chef n'avait pas changé et, par conséquent, si une nouvelle approche du temps libre pendant la guerre n'avait pas été promptement mise en place. Le nouveau chef d'état-major, Armando Diaz, considérant que l'approche du général Cadorna et de son entourage et l'influence cléricale sont toutes deux inefficaces, voire contre-productives, décide de rapidement les amender afin d'améliorer

19 Données tirées des documents d'archives cités et de G. Minozzi, *Ricordi di guerra*, ouvr. cité.

20 I. Guerrini, M. Pluviano, « Italie 1917 : l'été de feu de la désobéissance », *Obéir/désobéir : les mutineries de 1917 en perspective*, A. Loez, N. Mariot éd., Paris, La Découverte, 2008, p. 78-92, et I. Guerrini, M. Pluviano, « Between acceptance and refusal. Soldiers' attitudes towards war (Italy) », 1914-1918-online. *International Encyclopedia of the First World War*, 2016, en ligne : [http://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/between_acceptance_and_refusal_-_soldiers_attitudes_towards_war_italy] (consulté le 27 décembre 2017).

21 Voir, par exemple, A. Monticone, *La battaglia di Caporetto*, Udine, Gaspari, 1999 ; P. Gaspari, *Le bugie di Caporetto : la fine della memoria dannata*, Udine, Gaspari, 2011 ; M. Isnenghi, G. Rochat, *La Grande Guerra (1914-1918)*, ouvr. cité, p. 376-408.

le moral des troupes. C'est dans cette optique qu'il promet, en accord avec le gouvernement, un large éventail d'initiatives en faveur des combattants (permissions, licences pour le travail agricole, assurance pour les soldats, promesse de réforme agraire, etc.).

Tout cela avait pour double objectif : une adhésion accrue des soldats aux raisons du conflit (le thème de la patrie envahie par l'ennemi était largement exploité) et un renforcement de la confiance des combattants et de leurs familles dans les institutions civiles et militaires, encourageant ainsi le processus de nationalisation de la société italienne. La prise en compte des besoins des soldats par le nouveau commandement suprême est alors partiellement influencée par les interventionnistes démocrates et par l'expérience des organisations américaines telles que la Young Men Christian Association (YMCA) dont l'objectif est de créer des citoyens-soldats, parfaitement intégrés dans la société.

Diaz et son entourage identifient le temps libre en marge de la guerre comme l'un des domaines de ce processus : reconnu comme lieux d'une importance capitale, les foyers du soldat sont désormais financés par le haut commandement lui-même²².

Les foyers renaissent de leurs cendres et se multiplient en même temps qu'un certain nombre de nouvelles initiatives voient le jour : les journaux des tranchées, les points de distribution de biens de confort gérés par la Croix-Rouge américaine (ARC) et par la YMCA, qui arrivent jusqu'aux premières lignes. Désormais, le financement et la planification de la reconstruction des foyers ne dépendent plus uniquement de la volonté et des compétences relationnelles du père Minozzi, rétrogradé à la fonction de directeur adjoint, mais sont pris en charge par l'État²³. De plus, les Américains – futurs protagonistes de l'histoire de l'Europe – font leur entrée sur la scène de la gestion du temps libre des combattants. Au travers de la YMCA, ils entrent en rapport avec l'intendance militaire au moment de Caporetto, ce qui aboutit à un accord en janvier 1918²⁴. Après avoir mis en place et développé de manière considérable les foyers du soldat en France²⁵, la YMCA a entrepris une intervention à plus

22 Communication du 21 avril 1918 de l'intendance générale au secrétariat du chef d'état-major, SME, F1/257/5 ; *Diario storico dell'Intendenza generale – Direzione delle Case del soldato*, p. 14-16, SME, B3/24.

23 M. Pluviano, « Le Case del soldato », art. cité ; I. Guerrini, M. Pluviano, « L'organizzazione del tempo libero dei soldati in Italia durante la Grande Guerra : le Case del soldato », *Archivio trentino di storia contemporanea*, n° 1, 1995, p. 77-84.

24 SME, F1/257/5.

25 En France, on compte 68 foyers au début de l'été 1917 (voir rapport figurant dans le *Diario storico dell'Intendenza generale*, p. 4, SME B4/24). Avec l'entrée en action de la YMCA, ce nombre passe à 1 500 à la fin du conflit. Voir H. Trocmé, « Un modèle américain transposé : les foyers du soldat de l'Union franco-américaine (1914-1922) », *Les Américains et la France 1917-1947*, F. Cochet éd., Paris, Maisonneuve et Larose, 1999, p. 12. Voir aussi E. Sautter, *Une œuvre de guerre. Les foyers du soldat de l'Union franco-américaine*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1919 ; et T. Hardier,

grande échelle sur la question du temps libre dans l'armée italienne. Elle mobilise de nouveaux secteurs de l'opinion publique, en particulier les femmes et une partie des classes populaires, dont elle sollicite notamment la participation économique. Cette action ne se limite pas aux États-Unis, où la YMCA recueille près de 161 millions de dollars²⁶, mais s'étend à toute l'Europe et à l'Italie, où les organisations américaines sont reconnues par la population comme plus efficaces, compétentes, honnêtes et impartiales que les organisations nationales, y compris celles du gouvernement.

Au cours de l'année 1918 on assiste, en Italie, à une impressionnante œuvre de reconstruction des foyers du soldat dont le nombre, le 21 avril, est presque revenu au niveau d'avant Caporetto. À cette date, l'intendance militaire annonce que, « y compris ceux de la zone territoriale », le nombre de foyers s'élève à 230²⁷. Dans les six mois qui suivent, l'effort d'organisation s'intensifie encore, et il s'ouvre en moyenne un foyer par jour. Le compte rendu du journal historique de la direction des foyers du soldat au front (*Diario storico dell'Intendenza generale*) indique qu'à la fin d'octobre 1918, 489 foyers et 116 sections plus petites, appelées « baraques du champ de bataille »²⁸, fonctionnent sur l'ensemble de la zone en guerre, et, à la date du 12 septembre, pas moins de 90 d'entre eux sont gérés complètement ou en partie par la YMCA²⁹. L'activité de l'organisation américaine se poursuit avec force, de sorte qu'à la fin du mois d'octobre 1918, outre l'assistance prêtée à 318 hôpitaux et 117 casernes³⁰, il semble qu'elle gère 155 foyers et que 45 autres sont en cours de préparation. Deux mois plus tard, leur nombre s'élève à 200, dont seulement 75 dans l'ancienne zone de front³¹.

Pendant l'année 1918, on assiste également à un élargissement des activités et des services proposés : les foyers s'agrandissent, sont mieux décorés et dotés de meilleurs équipements pour les activités culturelles, les loisirs et le sport. La mentalité des animateurs change elle aussi. Le nombre de prêtres diminue alors qu'augmente celui des officiers et, en particulier, des officiers P (propagande), corps créé durant les premières semaines de 1918 et impliqué dans la propagande et la surveillance du moral des troupes. Ils sont rejoints par les « secrétaires » américains de la YMCA, assimilés aux officiers de l'armée des États-Unis,

J. F. Jageslki, *Oublier l'apocalypse? Loisirs et distractions des combattants pendant la Grande Guerre*, Paris, Imago, 2014.

26 YMCA, *Summary of World War Work of the American YMCA : With the Soldiers and Sailors of America at Home, on the Sea, and Overseas*, New York, The Library of Congress, 1920, p. 205.

27 SME, F1/257/5.

28 SME, B3/24.

29 SME, F1/257/5.

30 O. Wannamaker, *With Italy in Her Final War of Liberation : A Story of the « Y » on the Italian Front*, New York, Flemming H. Rewel, 1923, p. 218.

31 YMCA, *Summary of World War Work of the American YMCA*, ouvr. cité, p. 65.

qui en février 1919 sont au nombre de 277³². Ces changements ont aussi des conséquences importantes sur les activités qui se déroulent dans les foyers : débats et discussions, initiatives éducatives allant au-delà de l'alphabétisation et offrant aux combattants des cours de langue et de formation professionnelle.

Au cours de l'année 1918, la grande ferveur qui entoure la gestion du temps libre est l'œuvre d'intellectuels, d'artistes et d'officiers de complément. Leur engagement est l'expression du climat de rassemblement politique et nationaliste entrepris par les élites du pays après Caporetto. Malgré le plein soutien de Diaz, les plus hauts rangs du commandement gardent généralement leur distance par rapport aux nouvelles idées qui parcourent l'armée à différents niveaux.

Les initiatives concernant le temps libre font partie d'un projet à plus long terme : l'objectif n'est plus uniquement de gérer la discipline et de raffermir l'ensemble de l'armée pour surmonter la crise provoquée par Caporetto, il faut aussi créer une forme de contrôle social plus efficace. Il ne s'agit pas seulement de surveiller les occupations des soldats, mais de promouvoir l'acquisition d'une culture citoyenne ; façonner les citoyens italiens de l'après-guerre. Du monde des combattants doit naître un nouveau pays où les vieux conflits politiques et sociaux seront remplacés par la solidarité entre les membres de la « communauté des tranchées ». Ce projet sociopolitique a une origine italienne ; il est principalement soutenu par la bourgeoisie progressiste, les « interventionnistes démocrates », les réformistes (Leonida Bissolati) et une partie de la direction du parti libéral (le Premier ministre Vittorio Emanuele Orlando et Francesco Saverio Nitti). Au cours de 1918, cette composante du monde politique italien est en accord avec les positions politiques de Woodrow Wilson. Cette alliance politique entre ensuite en crise avec la conférence de paix. Ce projet n'est pas seulement focalisé sur le culte de la discipline et la cohésion mais également sur la perspective d'un progrès culturel et social des anciens combattants, atteint grâce à l'ascension professionnelle et à l'incorporation de modèles et de styles de vie étrangers à la classe ouvrière d'où sont majoritairement issus les soldats. Dans l'esprit de la majorité de ses créateurs, ce processus est compatible avec une évolution réformiste de la société libérale et, en ce sens, les modèles de formation proposés par la YMCA – qui tentent d'introduire en Italie quelques éléments de l'*American way of life* au moyen des activités promues dans les foyers – sont particulièrement utiles³³.

À la fin du conflit, les foyers du soldat ne cessent pas de fonctionner mais continuent même à se développer au cours des semaines qui suivent l'armistice.

32 O. Wannamaker, *With Italy in Her Final War of Liberation*, ouvr. cité, p. 251.

33 C. M. Bakewell, *The Story of the American Red Cross in Italy*, New York, Macmillan, 1920 ; L. J. Nigro, *The New Diplomacy in Italy : American Propaganda and U.S.-Italian Relations, 1917-1919*, New York, Peter Lang Publishing, 1999 ; D. Rossini, *Il mito americano nell'Italia della Grande Guerra*, Rome, Laterza, 2000.

Un certain nombre d'entre eux sont ouverts dans les terres irrédentistes et dans les provinces libérées de l'occupation austro-hongroise (uniquement pour les civils italiens). Les régiments déployés en dehors des frontières nationales (Albanie, Macédoine, Tyrol, etc.) maintiennent eux aussi leurs foyers³⁴.

Malgré ses convergences avec les vues d'une partie des élites italiennes, le projet de modernisation sociale et de diffusion du modèle américain (ou plutôt, wilsonien) – promu par la YMCA et l'American Red Cross, et développé pour partie au travers des foyers et de l'assistance aux nécessiteux dans le pays – n'est pas sans provoquer certaines inquiétudes chez les autorités italiennes. Le contexte des négociations de paix et l'attitude américaine, défavorables aux revendications italiennes, transforment cette réserve initiale en soupçon³⁵. Mais ce n'est pas seulement la relation avec les institutions américaines qui entre en crise. En raison des difficultés économiques du pays dans la phase d'après-guerre, le budget de l'État est coupé. Après le premier semestre de 1919, les autorités italiennes réduisent considérablement leur intervention dans le domaine de l'assistance et l'ensemble des activités des foyers du soldat est considérablement réduit. Après la fermeture de la majorité d'entre eux entre juillet et septembre 1919, ceux qui survivent sont confiés aux commandements territoriaux.

Cet échec a également été précipité par l'essor de la droite nationaliste³⁶. S'il semble nécessaire de fermer la parenthèse belligérante et de ramener rapidement le pays à la normalité de la vie civile, pour désamorcer les tensions sociales croissantes et les troubles générés par la droite nationaliste, on peut aussi s'interroger sur la volonté de se débarrasser d'un modèle d'intervention réformiste, bien que largement caractérisé par une attitude paternaliste et patriotique, pour lui substituer une approche davantage fondée sur la hiérarchie sociale, le conservatisme et le gouvernement autoritaire.

Envisagée sur la durée de la guerre, la question de l'organisation du temps libre des combattants montre toute la complexité d'un processus mobilisant simultanément des ressources publiques et privées. Progressivement, l'État investit le domaine, passant d'un rôle exclusivement limité au contrôle de la légalité et de l'opportunité des initiatives à celui de programmeur. Il coor-

34 SME, F1/257/5.

35 D. Rossini, *Il mito americano nell'Italia della Grande Guerra*, ouvr. cité. Par exemple, la direction générale de la sûreté du ministère de l'Intérieur demande à toutes les préfectures des informations sur les activités de la commission d'étude sur la tuberculose de la Croix-Rouge américaine, soupçonnée d'espionnage. Voir ACS, Ministero dell'Interno, AA.GG.RR., A5G - IGM, 40/66/11.

36 La montée du nationalisme a de nombreuses causes ; parmi elles le mécontentement suscité par les discussions de la Conférence de la paix et les craintes de nouvelles tensions sociales. Voir F. Fabbri, *Le origini della guerra civile. L'Italia dalla Grande guerra al fascismo, 1918-1921*, Turin, UTET Libreria, 2009 et E. Gentile, *E fu subito regime : il fascismo e la marcia su Roma*, Rome-Bari, Laterza, 2014.

donne toutes les initiatives, qu'il organise d'ailleurs pratiquement seul à partir de 1918, avec ses propres ressources humaines, sans avoir à recourir aux compétences du clergé. Les mises en guerre de l'État se manifestent donc également dans le secteur du temps libre : l'État est intervenu directement, réduisant les espaces de délégation et de substitution précédemment accordés aux institutions et aux groupes sociaux.

Mais il n'assure pas seul la totalité de l'offre et, dans le pays, les initiatives fleurissent nombreuses pour répondre aux besoins matériels des combattants et de leurs familles. Elles s'accompagnent d'activités visant à assurer aux soldats une jouissance correcte, et, bien évidemment, patriotiquement sûre, du temps libre.

Le foyer du soldat comme moyen de suppléer aux carences de l'État, l'exemple de Coni

Fortement préoccupé par l'état d'esprit de la population civile, le monde politique et militaire craint que les idées contestataires de l'arrière ne fassent germer parmi les militaires les graines de « l'infection pacifiste et subversive » ou, tout au moins, que les nouvelles des privations subies par leurs familles contribuent à démoraliser les combattants. Sachant pertinemment qu'il est impossible d'élever une barrière imperméable entre le front et l'arrière, ou de maintenir isolés les soldats de retour de permission, comme le souhaitent les éléments les plus intransigeants de la classe dirigeante, les fractions les plus progressistes estiment au contraire qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour améliorer les conditions de profonde détresse de la population civile.

C'est à ces membres de la société que s'adresse le président du Conseil Antonio Salandra lorsque, le 29 mai 1915, il exhorte l'ensemble de la société civile à mobiliser ses ressources pour soutenir moralement et matériellement les soldats et leurs familles. Cet appel témoigne de la volonté du gouvernement de déléguer l'assistance à la personne, en maintenant la tradition de la bienfaisance et en refusant une intervention directe qui, transformant le pouvoir discrétionnaire en droit, changerait et moderniserait l'assistance aux classes subalternes³⁷. Peut-être en raison de sa similitude avec les traditions de la bienfaisance laïque et religieuse, l'appel est largement entendu, et de manière transversale ; dans tout le pays se créent des comités et des associations en faveur des combattants et de leurs familles.

37 A. Fava, « Il fronte interno in Italia : forme politiche della mobilitazione patriottica e delegittimazione della classe dirigente liberale », *Ricerche storiche*, n° 3, 1997, p. 503-532 ; B. Pisa, « Propaganda at home (Italy) », 1914-1918-online. *International Encyclopedia of the First World War*, 2015, en ligne : [https://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/propaganda_at_home_italy] (consulté le 27 décembre 2017).

Les maires promeuvent rapidement l'organisation des « comités de mobilisation civile » pour stimuler la participation des citoyens à l'effort de guerre et éviter les associations doublons, le développement des intérêts personnels, la dispersion des énergies matérielles et économiques, facteurs négatifs qui restent, malgré tout, bien présents. Au fil des mois, le gouvernement commence à changer d'attitude et tente d'intervenir, d'abord avec une coordination très faible, puis, à partir de Caporetto, avec la mise en place de la « fédération des œuvres d'assistance et de propagande interne », qui comprend également les foyers du soldat hors de la zone de front et de cantonnement des troupes. Cette intervention publique n'est cependant pas soutenue par un engagement financier suffisant et le financement de l'ensemble des initiatives d'assistance et de bienfaisance reste en grande partie assujéti à la générosité des particuliers, et donc insuffisant et inégal³⁸.

C'est dans ce contexte que sont organisés des bibliothèques pour les soldats, des activités sportives pour les combattants, les foyers des ouvriers au front, les foyers des réfugiés, le théâtre du soldat, etc., et que se développent également de manière rapide les « foyers du soldat dans le pays » (œuvre des civils la plupart du temps) destinés à aider les militaires étant en transit ou en garnison pour s'entraîner ou accomplir d'autres tâches, en permission ou en convalescence. La principale différence avec les initiatives dépendant de l'autorité militaire réside dans le fait que les soldats n'y sont pas, en règle générale, isolés des civils : les animateurs, les enseignants des cours de formation professionnelle et d'alphabétisation, les entraîneurs sportifs, les conseillers pour les démarches administratives... sont en effet des habitants du lieu, hommes ou femmes, et les initiatives (spectacles, pièces de théâtre, fêtes, dîners et collations) sont généralement ouvertes à la population civile. À l'initiative même du secrétariat du soldat (chargé d'aider le soldat et sa famille dans leurs démarches administratives) les foyers présents dans tout le pays assistent, non seulement les militaires, mais également leur famille³⁹.

Ces foyers connaissent une forte expansion mais ne se diffusent pas de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Même s'ils existent dans le Sud, leur présence est plus importante dans les zones urbaines, dans le nord et le centre de l'Italie où ils constituent une réelle innovation par rapport aux réalités associatives et caritatives préexistantes⁴⁰. Mais qui sont, dans la pratique, les

38 A. Fava, « Assistenza e propaganda nel regime di guerra », ouvr. cité ; M. Pluviano, « Le Case del soldato », art. cité ; M. Pluviano, « Tempo libero in divisa : le Case del soldato », *La Grande Guerra : dall'intervento alla vittoria mutilata*, M. Isnenghi, D. Ceschin éd., Turin, UTET, 2008, p. 704-710 ; I. Guerrini, M. Pluviano, « L'organizzazione del tempo libero dei soldati in Italia durante la Grande Guerra : le Case del soldato », art. cité.

39 M. Pluviano, « Le Case del soldato », art. cité.

40 Voir *Assistenza civile*, publié en 1917 et 1918, qui décrit les initiatives locales, y compris de nombreux rapports sur les foyers du soldat. Les comités locaux envoient au gouvernement des rapports annuels imprimés sur leurs activités et un rapport final. Ils sont conservés à la

acteurs de cette mobilisation civile qui, pour la première fois, se propage sur tout le territoire national? Ses cadres proviennent principalement de la petite et moyenne bourgeoisie éduquée, appartenant au corps professoral et à la fonction publique, avec une forte présence féminine, dans le contexte d'une adhésion spontanée à ce type de projet, davantage due à l'affirmation du mouvement interventionniste dans ces milieux qu'aux pressions du gouvernement⁴¹. Ils sont secondés, après les deux premières années, par la YMCA et l'ARC, ainsi que la British Red Cross dans une moindre mesure, qui interviennent également dans les initiatives d'assistance mises en place sur le territoire national. La YMCA ouvre et gère des dizaines de foyers du soldat dans tout le pays, et finance ou participe à l'activité de nombreux autres gérés par des bénévoles italiens, appartenant également au monde protestant⁴².

Pour examiner plus en détail ce phénomène, nous prendrons comme exemple le foyer du soldat établi dans la ville piémontaise de Coni (*Cuneo*), chef-lieu de l'une des plus grandes provinces du royaume, où domine une économie agricole. La ville, qui compte environ 30 000 habitants, se caractérise par un tissu productif composé d'activités commerciales, artisanales, administratives et professionnelles, avec une faible présence industrielle. Le tissu social est principalement constitué par la petite et la moyenne bourgeoisie, avec une présence significative de propriétaires fonciers. Coni se trouve à 350 kilomètres du front des Dolomites et 500 du front de l'Isonzo. Elle accueille le dépôt du 33^e régiment d'infanterie et le commandement de la division territoriale. Les activités d'assistance de la province sont assez développées, avec plusieurs foyers du soldat, et un comité d'aide civile dans les communes d'une certaine importance. Les figures sociales qui s'y impliquent majoritairement sont les enseignants, les fonctionnaires publics et le clergé.

Le foyer du soldat de Coni est fondé le 8 juin 1916 par un groupe d'enseignants adhérant à l'Union générale des enseignants, italien, catholique et

Bibliothèque nationale d'histoire contemporaine de Rome et dans les bibliothèques nationales centrales de Florence et de Rome. D'autres sont présents – avec des documents sur l'assistance aux soldats – dans certains fonds de l'ACS : Presidenza Consiglio dei Ministri, *Guerra europea* ; *Commissariato generale per l'assistenza civile e la propaganda di guerra. Atti amministrativi 1916-1919* ; Ministero della Guerra, Comando Supremo Regio Esercito, *Segretariato generale affari civili (1915-1919)* ; Ministero dell'Interno, AA.GG.RR., A5G - 1GM ; Ministero dell'Interno, DGAC, Div. III, *Comitati di assistenza civile*.

- 41 A. Fava, « Mobilitazione patriottica, assistenza all'infanzia, educazione nazionale nella scuola elementare dell'Italia in guerra », *Un paese in guerra. La mobilitazione civile in Italia (1914-1918)*, D. Menozzi, G. Procacci, S. Soldani éd., ouvr. cité, p. 147-182 ; S. Soldani, « Al servizio della Patria : le maestre nella Grande Guerra », *ibid.*, p. 183-212.
- 42 O. Wannamaker, *With Italy in Her Final War of Liberation*, ouvr. cité, p. 65 ; I. Guerrini, M. Pluviano, « Le case del soldato gestite dai protestanti : un'esperienza di confine ? », *La Grande Guerra e le chiese evangeliche in Italia (1915-1918)*, S. Peyronel Rambaldi, G. Balleisio, M. Rivoira éd., Turin, Claudiana, 2016, p. 187-218.

interventionniste. L'initiative est caractérisée par un fort volontarisme et va de l'avant grâce au travail d'enseignants, de commerçants (dont de nombreuses femmes) et aux financements issus des spectacles, des ventes de charité et des dons financiers de la population. La municipalité ne contribue qu'à hauteur de 1 270 liras au cours des trois années de fonctionnement (6,5 % des rentrées d'argent), mais fournit le local et le bois de chauffage. Les citoyens aisés de la ville apportent près de 25 % des rentrées financières, ce qui signifie que l'essentiel des moyens est donné par les autres groupes sociaux (fêtes et spectacles de charité ont rapporté plus de 50 % des rentrées d'argent)⁴³. Bien que ne subvenant pas économiquement l'institution, l'armée a toujours été favorable à son activité, sans trop intervenir. Fait assez rare, elle y détache deux soldats (trois durant certaines périodes) inaptes aux tâches de la guerre, pour tenir les locaux ouverts et expédier les colis aux combattants.

Quels étaient les services offerts par le foyer ? Soulignons tout d'abord l'organisation de fêtes et d'événements de bienfaisance, d'initiatives publiques lors des principales fêtes civiles et religieuses et de spectacles⁴⁴. Toutes ces activités, en plus d'assurer les financements nécessaires, constituent un important moment de loisirs et de socialisation pour les soldats présents à divers titres dans la ville et pour les familles des combattants, qui les vivent davantage comme des moments de rencontres populaires que comme des cérémonies patriotiques⁴⁵. À cela s'ajoutent les activités habituelles de divertissement proposées aux soldats pour les garder dans un environnement sûr et sain : distribution de boissons chaudes, salle de jeux, salle de lecture et d'écriture et, au bout de quelques mois, salle de musique avec un phonographe et une vingtaine de disques. De plus, des cours d'alphabétisation sont régulièrement organisés. L'activité la plus populaire et suivie est certainement celle du service des colis postaux destinés aux soldats originaires de la province et du « secrétariat et assistance ». Le foyer bénéficie d'un soutien unanime de la population, d'un important investissement sous forme de travail bénévole et de sources de revenus propres, résultant des fêtes qu'il organise, ce qui lui permet d'affirmer son autonomie, en particulier vis-à-vis de la hiérarchie militaire.

Mais c'est surtout son rôle pivot dans la prise en charge des correspondances entre les soldats, les familles et l'autorité militaire qui assure sa popularité. Son importance se traduit par le grand nombre de lettres aux objets les plus divers, envoyées tant par les civils que par les soldats. Les animateurs eux-mêmes en adressent aux autorités civiles et militaires en faveur des personnes

43 M. Pluviano, « Le Case del soldato », art. cité, p. 52-81.

44 Par exemple, la pièce créée le 20 septembre 1916, l'anniversaire de l'annexion de Rome en 1870 ou les fêtes organisées dans le foyer pour Noël et Carnaval.

45 M. Pluviano, « Le Case del soldato », art. cité.

qu'ils assistent. Les archives du musée du Risorgimento de Milan conservent une impressionnante documentation sur l'activité du foyer, versée dans les années 1920 par l'un de ses fondateurs, le professeur Borio⁴⁶. Les soldats qui ont recours au foyer sont majoritairement les recrues les plus âgées qui, en règle générale, n'étaient pas envoyées en première ligne. On trouve aussi des soldats soumis à l'instruction militaire, ainsi que les épouses, les parents, les prêtres ou aumôniers militaires qui formulent des demandes au nom des soldats engagés sur le front. Les interventions sont presque exclusivement sollicitées par des personnes appartenant aux catégories populaires, agriculteurs pour la plupart. Parmi les 116 requêtes conservées, 21 % sont liés aux permissions, 10 % à la demande d'exemptions ou de licences agricoles, deux problèmes parmi les plus difficiles à résoudre pour l'armée italienne, tout au moins durant toute la période supervisée par Cadorna. Les deux tiers des courriers portent sur le fonctionnement, souvent médiocre, des services publics et de la bureaucratie militaire : 12 % sur les retards ou la perte de colis et de mandats postaux, 14 % sur des liquidations de soldes de soldats, et 8 % sur des questions relatives à la convalescence ou à un handicap non reconnu par les autorités compétentes. Ensuite, 7 % des demandes sont constituées par la correspondance avec les consulats italiens, ce qui témoigne du grand nombre d'émigrés qui ont choisi de rentrer en Italie pour participer au conflit. Enfin, les demandes de certificats aux commandements militaires et aux administrations locales représentent respectivement de 9 et 7 %⁴⁷.

Le foyer de Coni ne consacre qu'une attention mineure à la question du temps libre des soldats, contrairement à d'autres dans le pays, sans cependant négliger totalement cet aspect. Les concerts et spectacles dans le principal théâtre de la ville et les fêtes de charité sont certainement suivis par les militaires, mais également par la population locale de manière à stimuler le soutien économique à l'institution et l'esprit patriotique. Il est probable que le choix de s'engager principalement dans le travail de « secrétariat du soldat » soit lié à l'extrême pauvreté et à l'analphabétisme d'une grande partie des habitants de la province, ainsi qu'à leur isolement. En effet, même dans la vie civile, ils ont besoin d'un intermédiaire, généralement le prêtre, dans leurs rapports avec la bureaucratie. Dans ces circonstances, nous pouvons donc conclure que le foyer de Coni a joué un rôle important de soutien par rapport aux carences de l'État et au manque d'intérêt des classes dirigeantes. Son principal objectif a été – plutôt que de garantir la jouissance du temps libre dans un environnement exempt des influences subversives et de l'alcool – de maintenir le contact entre l'État et le pays mobilisé et la partie la plus défavorisée de la société.

46 Archives d'histoire contemporaine du musée du Risorgimento de Milan, 21/17455.

47 M. Pluviano, « Le Case del soldato », art. cité, p. 65-67.

Le choix des habitants de Coni de se consacrer davantage à l'assistance qu'aux loisirs ne constitue pas un cas isolé, mais répond aux profondes exigences de ceux qui – catholiques et laïcs, civils et militaires – participent à l'effort de construction d'un consensus social à travers l'aménagement du temps libre. Ils interprètent leur engagement non seulement comme une contribution à la mobilisation promue par l'État pour faire face à la guerre, mais aussi comme un moyen de surmonter l'abîme qui sépare l'État des catégories populaires italiennes⁴⁸.

L'effort visant à rapprocher les sujets de l'État, en les transformant en citoyens, certes consciencieusement obéissants, est l'un des thèmes les plus importants développés par les partisans de l'entrée en guerre qui nourrissent des sentiments démocratiques. L'ensemble des activités d'assistance qui convergent par la suite dans les comités d'assistance civile locale, puis dans les œuvres fédérées d'assistance, constituent l'épine dorsale de cette initiative : en Italie, la mobilisation de la bourgeoisie joue un rôle-clé dans la façon dont l'État prend en charge la guerre et la place qu'y occupent les classes populaires. Dans ce contexte, les foyers du soldat, aussi bien sur le front que dans le reste du pays, ont exercé une fonction essentielle. Aujourd'hui encore, à presque quarante ans de distance, la phrase de l'un des principaux historiens italiens, Mario Isnenghi, reste encore d'actualité. Selon lui, les foyers ont représenté « une grande partie du peu [qui a été fait] comme propagande avant la grande saison de la propagande de l'après-Caporetto »⁴⁹. Ils ont constitué l'un des rares domaines dans lesquels l'Italie a su positivement se démarquer, et même anticiper les interventions de prestations et d'ingénierie sociales promues par les autres pays en guerre ; il suffit de penser qu'à la fin du printemps 1917, lorsque commençait l'intervention massive de la YMCA américaine en France, le nombre de foyers italiens était plus élevé que celui des foyers français, aussi bien sur le front que dans le pays⁵⁰.

Même au cours des dix-huit mois qui ont suivi, l'armée italienne a su utiliser les compétences et l'expérience des États-Unis, tout en continuant à coordonner l'initiative et à en gérer directement la plus grande partie. C'est justement grâce à cette capacité à amalgamer différentes expériences, et à coordonner les contributions provenant de l'étranger et de pays culturellement différents comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, que les foyers ont constitué l'un des outils les plus efficaces pour lutter contre la propagande pacifiste et socialiste.

Nous pouvons donc conclure que l'État a utilisé principalement les foyers du soldat avec l'objectif affiché de raffermir son autorité en renforçant le moral

48 *Ibid.*, p. 63-65.

49 M. Isnenghi, *Giornali di trincea : 1915-1918*, Turin, Einaudi, 1977, p. 14.

50 E. Sautter, *Une œuvre de guerre*, ouvr. cité ; H. Trocmé, « Un modèle américain transposé », ouvr. cité.

des troupes et de la société civile. Si l'adhésion aux raisons du conflit et à la communauté nationale était certainement souhaitée, l'exigence fondamentale était de maintenir l'ordre, la discipline et la cohésion sociale. L'aménagement du temps libre a donc pu faire partie des formes de contrôle et de domination à distance exercés par l'État. Il convient néanmoins de noter que, jusqu'à la fin de l'année 1917, il n'existait pas un projet précis allant dans cette direction et que, même en 1918-1919, un tel projet a été mis en place par intermittence, et seulement par une partie des politiques et hauts gradés. Cette fonction disciplinaire, combinée à la forte influence du clergé durant les deux premières années du conflit, pourrait expliquer le peu de traces laissées par l'ensemble des activités de gestion du temps libre dans les lettres, les journaux intimes, les Mémoires et les interviews réalisées auprès des anciens combattants. Selon nous, les soldats ont fait usage de ces services sans que ces derniers aient pour autant une quelconque influence sur leur mode de pensée.

L'utilité de cette initiative a été comprise par tous, même par les secteurs réactionnaires, plus hostiles à une croissance culturelle et sociale des classes populaires. En effet, immédiatement après la marche sur Rome, les techniques d'organisation développées dans les foyers ont été réemployées par les fascistes et leurs alliés pour organiser l'Opera nazionale dopolavoro (OND, Œuvre nationale du temps libre), qui a repris le réseau des maisons du peuple et des autres organisations de la socialisation prolétaire, détruites par la violence lors des années précédant la prise du pouvoir. Mais dans l'interprétation fasciste de ces expériences, le projet de transformation des sujets en citoyens, commencé lors de la dernière année de la guerre, a été remplacé par la militarisation et la discipline de la société, à travers l'encadrement totalitaire dans les structures du régime, alors que, durant la guerre, les soldats et les civils pouvaient décider d'utiliser ou pas les structures d'organisation du temps libre. Au cours des années 1930, les Italiens de tous âges ont été contraints de participer à l'OND et aux autres organisations de masse du régime⁵¹.

51 V. De Grazia, *The Culture of Consent. Mass Organizing in Fascist Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981 ; E. Bizzari, A. L. Zanuttini, P. Luzzatto, *L'utile e il dilettevole. Storia del dopolavoro a Roma negli anni Trenta*, Rome, Il Ventaglio, 1988 ; P. R. Willson, *The Clockwork Factory. Women and Work in Fascist Italy*, Oxford, Oxford University Press, 1993 ; I. Guerrini, M. Pluviano, « Magneti Marelli, Ercole Marelli e Caproni : dopolavoro di fabbrica tra neutralità e guerra (1939-1941) », *Tempo libero e società di massa nell'Italia del Novecento*, Istituto milanese per la storia della Resistenza e del movimento operaio éd., Milan, Franco Angeli, 1993, p. 167-182 ; I. Guerrini, M. Pluviano, « L'organizzazione del tempo libero nelle comunità italiane in America Latina : l'Opera nazionale dopolavoro », *La riscoperta delle Americhe*, V. Blengino, E. Franzina, A. Pepe éd., Milan, Teti, 1999, p. 378-389 ; P. Dogliani, *Il fascismo degli italiani. Una storia sociale*, Turin, UTET, 2008 ; P. Corner, *Italia fascista. Politica e opinione popolare sotto la dittatura*, Rome, Carocci, 2015.